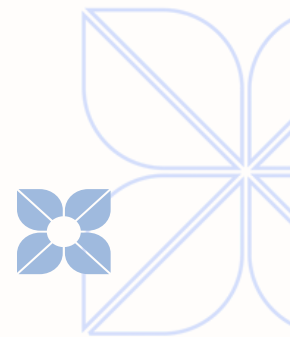


La dette vole l'avenir des filles : un appel conjoint à l'action



«Lorsque les gouvernements sont contraints de consacrer plus d'argent à la dette qu'aux ressources pour leurs populations, les filles finissent par payer le prix le plus élevé. Nous devons réformer les systèmes de dette défaillants pour mettre les besoins des adolescentes avant les intérêts des créanciers.» – Malala Yousafzai

La crise de la dette vole l'avenir des filles et nous exigeons des mesures. Nous sommes des filles, des jeunes femmes leaders et des alliés des droits des filles du monde entier. Nous appelons les gouvernements, les institutions financières internationales, les créanciers privés et les gouvernements prêteurs, notamment au sein du G20, à mettre fin aux dommages causés par la dette pour les filles et à réécrire les règles avec celles-ci.

Plus de 40 % des personnes vivent dans des pays qui consacrent plus d'argent aux intérêts de la dette qu'à la santé ou l'éducation. Les 10 pays où les filles rencontrent les plus grands obstacles à l'apprentissage consacrent quatre fois plus de dépenses aux remboursements de la dette qu'à l'éducation. Tandis que les gouvernements font des coupes dans les services essentiels pour satisfaire les créanciers, les adolescentes se voient refuser l'accès à l'éducation et aux soins de santé et les protections supplémentaires qu'offrent ces services. Cela les enferme dans un cercle vicieux de vulnérabilité et d'exclusion.

L'austérité induite par la dette transforme 12 ans d'éducation gratuite, sûre et de qualité en un luxe que peu de personnes peuvent se permettre. Les filles sont les premières à perdre quand les familles sont aux prises avec la hausse des frais de scolarité. L'augmentation des taxes sur les produits menstruels et les réductions du soutien à la santé menstruelle dans les écoles maintiennent de nombreuses filles chez elles pendant leurs règles, ce qui augmente les risques d'abandon. Les écoles manquent de

ressources pour aborder des questions vitales telles que l'éducation sur la santé et les droits reproductifs, qui pourraient permettre d'autonomiser les filles et de réduire l'inégalité des genres.

Les coupes dans les services sociaux et de santé obligent les adolescentes à combler les lacunes en matière de soin, ce qui les éloigne de l'apprentissage et des opportunités. Les filles enceintes ou mères sont particulièrement en danger quand les cliniques deviennent en sous-effectif ou ferment. Les filles qui sont confrontées à des désavantages multiples et composés, comme le handicap, la race ou le déplacement, payent un tribut encore plus lourd si les programmes spécialisés ou inclusifs sont réduits.

« L'éducation ne doit pas être vue comme une dépense du ménage ; pour les filles comme moi, l'éducation est notre principale voie vers la sécurité et l'indépendance. »

— **Saira**, élève du secondaire au Pakistan



Tandis que les gouvernements continuent à privilégier le service de la dette, même lorsqu'ils doivent répondre à des urgences comme des crises climatiques ou des conflits, la pauvreté et l'insécurité augmentent. Cela pousse les familles vers des stratégies d'adaptation néfastes, comme l'exploitation et le mariage des enfants. Quand les gouvernements désinvestissent dans l'éducation et d'autres protections sociales, davantage de filles sont enfermées dans des cycles d'exclusion économique et de vulnérabilité.

La dette met les filles en péril, leur vole leurs rêves et leur pouvoir de façonner leur avenir.

Les gouvernements, les institutions et les créanciers privés qui prennent des décisions sur la dette non seulement ne parviennent pas à résoudre ce problème, mais consolident des systèmes qui portent préjudice aux filles. Ils les privent en outre de la

possibilité d'exercer leur leadership dans leurs espaces mondiaux clés, comme les débats du G20 et de l'ONU, dont la COP, ainsi que dans les négociations formelles sur la dette.

« Lorsque les ressources atteignent les filles qui en ont le plus besoin, non seulement nous éliminons des obstacles comme le coût des serviettes hygiéniques, mais nous créons également un environnement où toutes les filles peuvent rester à l'école, apprendre et prospérer. »

— Sa'adatu Saidu Idris, activiste pour l'éducation des filles au Nigeria.



Nous sommes une alliance qui s'engage en faveur des droits des filles et les soutient en tant que titulaires de droits et leaders dans la lutte pour la justice de la dette. Ensemble, nous ferons pression en faveur de réformes mondiales de la dette qui:

1. Mettent fin aux dommages causés par la dette dès maintenant.

Les créanciers, y compris le FMI, doivent également mettre fin de toute urgence aux conditionnalités et à la pression sur les gouvernements pour effectuer des coupes dans les services essentiels. Ces mesures d'austérité privent les filles de leurs droits, les exposent à des préjudices et leur volent leur avenir.

2. Comblent les lacunes de financement nécessaires pour défendre les droits des filles.

Réformer le système de dette injuste, tout en promouvant des règles de financement international plus équitables, peut débloquer les milliards de dollars nécessaires pour les filles et le développement social. Le plafonnement des paiements de la dette à 10 % des revenus nationaux débloquerait 506 milliards d'USD pour l'éducation sur cinq ans. Les gouvernements doivent assurer une législation et une élaboration budgétaire efficaces et sensibles au genre à l'échelle nationale, afin que les fonds soient correctement canalisés pour garantir les droits des filles.

3. Assurent que les filles et les jeunes femmes sont systématiquement incluses dans les espaces de prise de décision sur la dette.

Les filles et les jeunes femmes doivent être

reconnues à la fois comme titulaires de droits et comme expertes dans les processus politiques et de prise de décision relatifs à la dette. Les gouvernements, les institutions financières internationales et les institutions créancières doivent privilégier la participation et l'engagement significatifs des filles pour assurer qu'elles soient entendues et que les moteurs des décisions sur la dette répondent efficacement.

4. Établissent des sauvegardes efficaces dans les cadres de la dette pour prévenir davantage de dommages ou d'exclusion.

Les institutions financières internationales, tous les créanciers (publics et privés) et les agences de notation financières doivent réformer les mécanismes fondamentaux du système de dette mondial. Les processus, les cadres, les accords ou les outils d'analyse de notation financière liés à la prise de décision sur la dette doivent être révisés pour bien comprendre les droits, les besoins et les priorités des filles dans le contexte de la dette, et les aborder efficacement.

Les changements dont nous avons besoin ✨

- **Les leaders du G20 doivent convenir de réformes du Cadre commun pour les traitements de dette du G20** afin d'assurer un allègement plus profond et plus rapide, délimité dans le temps. Cela implique de suspendre le service de la dette pour tous les emprunteurs pendant la restructuration et de créer un nouveau précédent, qui privilégie les droits des filles.
- **Les institutions financières internationales et tous les créanciers** doivent immédiatement cesser d'imposer des mesures d'austérité aux gouvernements à faible revenu, suspendre automatiquement les paiements de la dette pendant les crises et restructurer et plafonner le service de la dette à 10 % des revenus nationaux. Les créanciers doivent préserver les dépenses sociales et soutenir l'avancement d'une élaboration budgétaire sensible au genre, en ligne avec le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Compromis de Séville. Des conseils consultatifs permanents de la jeunesse et de la société civile doivent être établis. Toutes les dettes insoutenables et illégitimes doivent être annulées.
- **Le FMI et la Banque mondiale** doivent réformer les méthodologies de soutenabilité de la dette pour mieux refléter la capacité des pays à atteindre des objectifs relatifs aux droits humains, à l'égalité des genres et au climat. Des unités consacrées au genre au sein de ces institutions doivent être financées et autonomisées. Le FMI doit réviser sa politique de « planchers de dépense sociale » pour aligner les droits des filles et les normes mondiales de protection sociale. Pour ce faire, il doit fonder les planchers sur les stratégies de développement nationales et les transformer en engagements transparents, axés sur les résultats qui promeuvent des alternatives à l'austérité.
- **Les gouvernements doivent convenir d'une nouvelle Convention-cadre des Nations-Unies sur la dette souveraine** qui promeut les droits humains, la transparence et la redevabilité. Les filles et les jeunes femmes leaders doivent être impliquées de manière significative dans sa conception, sa mise en œuvre et sa supervision grâce à l'engagement de la société civile et des États membres.
- **Les gouvernements nationaux**, y compris ceux qui sont lourdement endettés, doivent tenir leurs promesses faites aux filles par le biais des Objectifs de développement durable, de la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et du cadre international des droits humains. Les gouvernements doivent:
 - Privilégier les dépenses publiques, l'économie des soins et l'élaboration budgétaire sensible au genre afin que les ressources de l'allègement de la dette soient directement consacrées aux droits et aux priorités des filles.
 - Institutionnaliser la participation de la société civile et garantir la représentation effective des filles et des jeunes femmes.
- **Les législateurs dans les centres financiers majeurs** doivent promulguer des lois qui obligent les créanciers privés à participer à l'allègement de la dette avec des conditions équitables et qui interdisent le « contentieux abusif », des actions en justice conçues pour obtenir des avantages indus plutôt que pour rechercher véritablement la justice.



- **Les banques multilatérales de développement et les gouvernements créanciers doivent étendre le financement sous forme de dons à des initiatives menées par des filles et axées sur elles**, en fournissant un financement flexible et à long terme qui prend en charge les coûts fondamentaux et construit le leadership.
- **Les agences de notation financières** doivent réviser leurs méthodologies pour tenir compte des investissements dans le développement durable, y compris les droits des filles, et refléter

positivement les avantages en termes de soutenabilité des traitements et des restructurations volontaires. Celles-ci doivent être rendues publiques. À long terme, les gouvernements doivent faire avancer le projet d'un bureau de notation de crédit public mondial, afin de promouvoir des évaluations équitables, redevables et sensibles au genre.

La justice de la dette est la justice pour les filles. Rejoignez-nous pour réécrire les règles avec les filles.

Remarque: La présente déclaration a été co-rédigée avec onze jeunes femmes leaders exceptionnelles du monde entier et des contributions de plus de vingt alliés, y compris des jeunes leaders. Pour en savoir plus sur la présente Déclaration, contacter [**carron@malalafund.org**](mailto:carron@malalafund.org)